

Temmar veut accélérer la cadence de réalisation

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Mouvement de protestation à Béjaïa

Des parents d'élèves marchent, des routes coupées par des lycéens et citoyens

Page 3

Quatorzième année - N° 4389 - Mercredi 31 janvier 2018 - Prix : 10 DA

Suivi mitigé de la grève du Cnapeste

Perturbations dans les établissements scolaires

Tizi Ouzou/Alors que le Cnapeste avance un suivi «total»/La direction de l'éducation se félicite du «taux faible»

Page 2

Étincelles ou boutefeux ? ...

Par Nadjib Stambouli

Nous n'en sommes pas à une situation similaire à celle d'il y a quelques années, avec des grèves en série, touchant tous les secteurs, sur fond d'émeutes, bloquant toutes les routes et brûlant tous les pneus. Mais si le recul nous dicte de ne pas faire montre d'alarmisme, les images du rétroviseur étant moins effarantes que celles prodiguées par le projecteur de l'actualité, le devoir de lucidité incite à l'interrogation, voire l'inquiétude. En effet, le phénomène de tache d'huile, amplifiant les grèves déjà existantes et étendant le blocage à d'autres volets de l'activité non encore atteints par l'épidémie de paralysie, devient trop visible pour ne pas se poser de questions qui vont au-delà de l'apparent. Deux grands secteurs sont touchés, la Santé et l'Éducation, le premier par l'implication des médecins résidents et des paramédicaux, le second par les enseignants de tous les paliers, sous la bannière agitatrice du syndicat autonome Cnapeste. S'il est vrai que (mais ce n'est valable que pour la journée d'hier) l'absence du ministre de la Santé de la table de négociations ressemble à s'y méprendre à un jet d'huile sur le feu, les résidents ne sont de leur côté pas indemnes de tout reproche. En effet, ils ont beau crié sur tous les toits qu'ils assurent le service minimum, un simple tour dans les salles d'opération atteste du contraire, à quelques exceptions près.

Suite en page 3

L'hôpital Mustapha témoin d'un nouveau sit-in

L'absence du ministre à la table de négociations crispe les résidents



Des centaines de médecins résidents venus des quatre coins du pays ont organisé hier un nouveau sit-in au CHU Mustapha-Pacha. En attendant que le Collectif autonome des médecins résidents et le ministère de la Santé trouvent un terrain d'entente, la liste des rendez-vous reportés des malades s'allonge.

Lire page 2

Lancement samedi du projet «Ecodzair»

Pour un environnement sain à Alger

Page 4



Opéra d'Alger Boualem-Bessaïeh

«L'orchestre fait son cinéma» en février

Page 13

L'hôpital Mustapha témoin d'un nouveau sit-in

L'absence du ministre à la table de négociations crispe les résidents

■ Des centaines de médecins résidents venus des quatre coins du pays ont organisé hier un nouveau sit-in au CHU Mustapha-Pacha. En attendant que le Collectif autonome des médecins résidents et le ministère de la Santé trouvent un terrain d'entente, la liste des rendez-vous reportés des malades s'allonge.

Par Thinhinene Khouchi

Les médecins résidents ont maintenu hier la pression à l'intérieur du CHU Mustapha-Pacha. Organisant un nouveau sit-in, les résidents ont été rejoints par le Collectif des médecins spécialistes pour dénoncer les conditions dans lesquelles ils exercent dans ce qu'ils qualifient de «déserts médicaux». Tout comme la semaine dernière, les médecins résidents rencontrés au CHU Mustapha-Pacha affirment qu'ils ne comptent pas quitter l'enceinte de l'hôpital après la fin du rassemblement mais qu'ils vont y passer la nuit.

De leur côté, les représentants du Camra qui ont assisté à la réunion du comité intersectoriel installé pour étudier leurs revendications, ont été surpris mais surtout «déçus de la tournure que prennent les événements».

En effet, dans un communiqué publié à l'issue de cette réunion au ministère de la Santé, la Camra a déploré l'absence du ministre à la table de «négociations du fait de son déplacement en dehors du pays en cette période de crise» et qu'«aucune contre-proposition n'ait été soumise». Le collectif regrette de «se retrouver à la table des négociations avec un comité de réflexion sans aucun pouvoir décisionnel». Il évoque «la publication de comptes rendus impropres à ce qui se passe et se dit durant les réunions».

Le Camra critique d'«avoir à discuter» ses revendications «durant des réunions éparses plutôt que de les discuter en bloc pendant trois jours consécutifs». Le collectif déplore la lenteur des négociations, «ce qui se répercute malheureusement sur le malade en premier». À l'issue de la rencontre au ministère de la Santé, les médecins résidents et leurs représentants se sont rassemblés comme prévu au CHU Mustapha-Pacha. Après l'affichage d'une instruction administrative dans les établissements hospitaliers lundi passé leur exigeant de reprendre «immédiatement et sans condition» le travail de façon normale, les médecins résidents menacent désormais de ne pas assurer le service minimum à travers tout le territoire national, affirme un représentant de la coordination des médecins résidents du CHU Mustapha-Pacha.

Le secrétaire général du ministère de la Santé a adressé une instruction aux directeurs de santé de wilayas et aux directeurs des établissements publics de santé. Dans le document, il rappelle aux responsables sa

note précédente où il leur demandait de «prendre les dispositions réglementaires qui s'imposent et ce conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, à savoir notamment la ponction sur rémunérations au prorata des journées non travaillées».

Pour rappel, le Camra, au lendemain de la première réunion dudit comité, avait maintenu son mouvement de grève en dépit d'une décision de justice le déclarant illégal. D'un autre côté, les examens du DEMS sont toujours boycottés massivement. Il faudra probablement attendre quelques semaines afin que les conséquences de ce boycott soient visibles. Pour le moment, beaucoup de services au niveau des différents CHU fonctionnent au ralenti.

Les rendez-vous sont systématiquement ajournés. Idem pour les interventions chirurgicales en dépit d'un service minimum assuré par les résidents.

T. K.



Ph/E. Soraya J. A.

Suivi mitigé de la grève du Cnapeste

Perturbations dans les établissements scolaires

L'école est de nouveau entrée dans une nouvelle zone de turbulences. Les activités scolaires ont fonctionné au ralenti dans les établissements publics hier, dans les trois paliers. Une situation qui inquiète les écoliers, les parents d'élèves ainsi que les responsables des écoles. La grève enclenchée par le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (Cnapeste), est largement suivie selon le syndicat. Certains professeurs étaient sur place mais n'ont pas dispensé leurs cours, mais d'autres par contre ont assuré les cours aux élèves. La tentative d'apaisement de la ministre de l'Éducation nationale, M^{me} Nouria Benghebrat, n'a pas réussi à convaincre le Cnapeste de renoncer à son action. L'espoir d'un compromis entre la tutelle et le Cnapeste s'est évaporé lors de la dernière

réunion qui a duré plus de cinq heures entre les représentants du ministère de l'Éducation nationale et le syndicat. Mais, à la fin, aucun accord n'a été trouvé lors de cette réunion. «Il n'y a rien eu de concret lors de cette réunion et nous, on ne veut pas dialoguer pour dialoguer», a déploré le chargé de communication du Cnapeste.

Cela alors que le département de l'Éducation mène depuis quelques mois des réunions et appelle à privilégier le dialogue et l'intérêt des élèves depuis le premier mouvement de débrayage du Cnapeste le 23 novembre dernier. Triste réalité pour les élèves qui devront quand même affronter les examens dans quelques mois. Face à cette situation qui empire, les parents d'élèves ne cessent de s'inquiéter du sort de leurs enfants, notamment ceux des classes d'examen. La

Fédération nationale des parents d'élèves est montée au créneau pour appeler à la responsabilité. «Les syndicats réclament leurs droits, mais où sont les droits des élèves?» estime-t-elle. «Nous sommes réduits aujourd'hui à jouer encore les pompiers en appelant à la responsabilité des syndicats, à leur conscience, pourquoi prendre en otages les élèves?» s'interroge encore la fédération. Pour rappel, à Blida, les élèves sont en rupture de cours depuis deux mois, à cause d'une grève du Cnapeste local. La même situation prévaut encore à Tizi-Ouzou où les syndicats sont en grève depuis des semaines, exigeants comme préalable à la reprise, le départ de deux responsables de la Direction de l'éducation. Face au non dénouement de la situation des enseignants grévistes dans les wilayas de Tizi-Ouzou, Béjaïa,

Blida et Skikda qui avaient entamé une grève illimitée, le Cnapeste a décidé de radicaliser leur mouvement. Ce syndicat veut à travers cette action de protestation, exiger l'application des engagements consignés officiellement dans des PV de réunions entre lui et le ministère de l'Éducation nationale, ainsi que l'application des points contenus dans le PV du 19 mars 2015. Cette formation syndicale demande également l'annulation des ponctions sur salaires des enseignants grévistes. Dans son document rendu public, le Cnapeste estime que le recours à la grève illimitée est le seul moyen qui lui reste pour faire aboutir les points de sa plateforme de revendications restés en suspens depuis plus de deux ans pour certains. Louiza Ait Ramdane

Tizi Ouzou/Alors que le Cnapeste avance un suivi «total»

La direction de l'éducation se félicite du «taux faible» de suivi

Le mot d'ordre de suivi de la grève initiée par le Cnapeste à Tizi Ouzou n'a pas suscité la forte adhésion des adhérents dudit syndicat. Comme ce fut le cas lors de la grève locale de novembre et décembre derniers. En effet, la direction de l'éducation s'est félicitée du «faible suivi» de l'arrêt des cours à travers les établissements de la wilaya allant jusqu'à saluer «la sagesse» des enseignants en décidant de ne pas

reprendre la grève. Le Cnapeste affirme, de son côté, que la grève a été suivie jusqu'à 100 % dans certains établissements à travers la wilaya, comme ce fut le cas à Bouzeguène, au niveau de l'un des deux lycées ou encore à Souk El-Thénine avec un taux de 80%. Une source au Cnapeste nous a confié que l'adhésion des enseignants de Tizi Ouzou à ce mouvement de protestation est synonyme de l'attachement de

ses adhérents au caractère national de leur organisation syndicale refusant de céder aux «manœuvres visant à porter atteinte à la cohésion» du Cnapeste. Selon nos informations, dans certains établissements, les enseignants ont décidé d'observer une seule journée de protestation en guise de solidarité avec leurs camarades à travers le pays en général et plus particulièrement ceux de Blida et

Béjaïa. Le refus de ces adhérents du Cnapeste est dicté, selon certains de ces enseignants, par le besoin urgent de rattraper déjà le retard ayant résulté de la grève à l'échelle de la wilaya de Tizi Ouzou pendant presque deux mois. En somme, l'on saura le sort réservé à l'appel du Cnapeste par ses adhérents à Tizi Ouzou ce mercredi.

Hamid M.

Programmes de logements

Temmar veut accélérer la cadence de réalisation

■ La réalisation des différents programmes de logements en Algérie accuse d'énormes retards. Plusieurs chantiers demeurent inachevés à travers le territoire national. Malgré les avertissements du ministère et les facilitations financières accordées par l'Etat, des milliers de logements qui devaient être réceptionnés, il y a des années, selon les délais contractuels fixés par les maîtres d'ouvrage dans de nombreuses wilayas, sont en stagnation.

Par Meriem Benchaouia

Cette situation ne cesse de provoquer la colère des milliers de bénéficiaires de ces logements. Le gouvernement tient à la réalisation dans les délais des programmes de l'habitat afin de satisfaire les besoins croissants des citoyens dans ce domaine. A cet effet, le ministre de l'Habitat a mis en avant l'urgence d'accélérer le rythme de réalisation des programmes de logement. S'exprimant au cours d'une séance de travail et de consultation coprésidée avec le wali de la wilaya d'Alger, Abdelkader Zouk, en présence d'un nombre important de cadres du ministère et des directeurs exécutifs de la wilaya, Abdelwahid Temmar a mis l'accent sur l'importance d'accélérer le rythme de réalisation et de distribution des logements «afin de pouvoir satisfaire les besoins croissants des citoyens dans les différentes formules de logement». S'agissant des projets d'habitation au niveau de la capitale, M. Temmar a affirmé que toutes les mesures visant à donner un nouveau souffle à la réalisation des logements et des structures publiques, allaient être prises en concertation avec le wali d'Alger et les différents cadres du minist-



tère et de la wilaya. Le ministre a proposé la tenue d'une série de réunions entre les cadres du ministère et leurs homologues de la wilaya à l'effet d'examiner le taux d'avancement des différents formules de logement en cours de réalisation au niveau d'Alger. Dans le même contexte, M. Temmar a instruit les directeurs exécutifs en charge de l'habitat à Alger de déterminer les raisons à l'origine du retard ob-

servé dans la réalisation des programmes de logement, d'œuvrer à les traiter et à lever les obstacles qui s'y dressent. Le ministre a souligné par la même occasion la nécessité de réaliser des projets de logement prenant en compte les aspects quantitatif et esthétique, la wilaya d'Alger étant - a-t-il dit - la vitrine du pays. Répondant aux préoccupations du wali d'Alger concernant la nécessité d'accélérer la

réalisation des écoles dans les nouvelles cités où ont été relogées les habitants des bidonvilles et des habitations précaires, M. Temmar a indiqué qu'avec la coopération de toutes les parties, plusieurs établissements scolaires seront réalisés avant la rentrée prochaine. S'agissant de la rareté du foncier à Alger, le ministre a appelé à exploiter toutes les assiettes foncières (bidonvilles) et à investir dans les espaces propices à la réalisation des programmes de logements publics qui ne nécessitent pas de grandes surfaces comme c'est le cas des programmes AADL. Dans ce cadre, M. Temmar a fait savoir que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, accorde un grand intérêt au dossier de la rareté du foncier à Alger et des grandes villes et suit de près le taux d'avancement des projets de logements. Pour ce qui est de la gestion des nouvelles villes réalisées à Alger, à l'instar de la ville de Sidi Abdallah, le ministre a précisé que son département collaborera avec les autorités locales et les autres départements ministériels à assurer tous les moyens, à savoir les structures éducatives, sanitaires et sécuritaires ainsi que le transport au profit de la population.

M. B.

Mouvement de protestation à Béjaïa

Des parents d'élèves marchent, des routes coupées par des lycéens et citoyens

Après son rassemblement tenu la semaine dernière, la Fédération des associations des parents d'élèves de la wilaya de Béjaïa (FAPEWB) a organisé, hier, une marche de protestation pour exiger «l'arrêt» de la grève du Cnapeste. Ils étaient peu nombreux (quelques dizaines de parents d'élèves seulement) à y avoir participé. La marche est partie de la maison de la culture jusqu'au siège de la wilaya. Selon M. Touazi, les trois fermetures de routes observées sur la RN 26 (Sidi-Aïch) et la RN 12 à Oued-Ghir et Fénéaïa Ilimathen, ont empêché les parents d'élèves d'arriver au chef-lieu pour participer à la marche. Il a même accusé certains, sans les nommer, d'être à l'origine de ces actions pour saborder la marche. Les parents d'élèves ayant pris part à la marche ont dénoncé «le jus-qu'au-boutisme du syndicat et critiqué les pouvoirs publics sur leur passivité au sujet de la durée du conflit». Ils estiment que «les autorités centrales peuvent bien régler le problème car les clés sont à leur niveau, mais ils sont jusque-là silencieux». Les mécontents ont demandé «l'arrêt immédiat de la grève» et «exigé de la direction de l'éducation de prendre en charge

les revendications des enseignants afin de mettre fin au conflit». Selon M. Touazi, «une grève illimitée est illégale, car il n'y a pas un pays au monde où ces choses se produisent». Un autre parent déclare : «Nous sommes ici pour demander le droit de nos enfants d'aller à l'école». Un troisième parent dira : «Je ne suis pas contre le Cnapeste, je réclame seulement le droit de nos enfants d'aller à l'école car la wilaya de Béjaïa est devenue un laboratoire pour les crises nationales». «Nous interpellons les pouvoirs publics afin d'assumer leur responsabilité», a déclaré M. Djoudi Touazi. «Pour notre part, nous avons décidé d'assumer les nôtres, car nos enfants ont des droits qui sont bafoués, alors on a décidé de les défendre». «Cette action a été décidée à cause de la passivité des pouvoirs publics, la surenchère et l'insouciance de certains enseignants», lit-on dans la déclaration de la Fédération de wilaya des parents d'élèves, soulignant «la responsabilité de toutes les parties impliquées dans ce conflit lourd de conséquences pour nos enfants». La FAPEWB demande ensuite «au wali d'intervenir et réunir toutes les parties concernées afin de mettre un

terme immédiatement à cette situation chaotique», faisant part de «la colère et la consternation» exprimées par les parents d'élèves au cours des débats. Notons que le Cnapeste a décidé d'entrer en grève illimitée suite aux ponctions sur salaires décidées par la tutelle à l'encontre des enseignants ayant observé une grève le premier trimestre. Bien qu'elle ait été déclarée illégale mardi dernier par le tribunal administratif, le Cnapeste poursuit sa grève et le bureau national du même syndicat est entré hier aussi en grève illimitée. Il y a lieu de rappeler que des centaines d'enseignants, pour ne pas dire des milliers, ont investi, avant-hier, la rue à Béjaïa, dans une marche qui a été ponctuée par un rassemblement devant le siège de l'Académie. Des membres du bureau de wilaya dudit syndicat ont pris la parole pour souligner que «tous les acquis sont arrachés par la lutte de leur structure syndicale» avant d'appeler «à la mobilisation jusqu'à l'aboutissement de leur combat». Et de souligner encore que «la direction de l'éducation n'a pas tenu ses engagements, cosignés dans les PV». «Des PV présentés à la justice, qui n'a pas, dit-il, déclaré la grève illé-

gale, mais a demandé la reprise du travail», a-t-il nuancé. M. Zenati, a dénoncé «les pressions et les intimidations exercées sur les enseignants grévistes». L'orateur a appelé à «un dialogue sérieux, responsable et fructueux qui va aboutir à la prise en charge de nos revendications». Par ailleurs, notons que l'Union de wilaya des parents d'élèves de Béjaïa (UWPEB) a exhorté la tutelle, avant-hier dans une déclaration rendue publique, «à chercher les voies et moyens pour ouvrir une perspective d'avenir à nos enfants, par un dialogue responsable avec les représentants syndicaux». Les rédacteurs de la déclaration soulignent que «cette situation qui met en danger la scolarité de nos enfants est inquiétante». Avertissant sur le risque de les dresser «les uns contre les autres», les rédacteurs de la déclaration estiment qu'«accuser l'enseignant de preneur d'otages et l'enfant comme victime, n'est qu'un raccourci délibéré afin d'éviter un débat sérieux de l'école et de sa mission», lit-on dans le document posté sur les réseaux sociaux. Notons que des lycéens des classes terminales, notamment, ont, hier matin, fermé la RN 26 au niveau de Sidi-Aïch pour

EDITO

Étincelles ou boute-feux ? ...

Suite de la page une

En y ajoutant les arrêts de travail des infirmiers et de tout le corps paramédical, une salve de questions surgit d'elle-même : qui paie les pots cassés de cette grève dans les hôpitaux ? Qui en est l'otage, au prix de sa santé, voire de sa vie ? En d'autres termes, qui est le dindon de la farce d'un conflit dont il est la fois premier concerné et grand oublié ? Le malade, bien sûr. Le même scénario se lit sur le secteur voisin, celui de l'Education, où la grève, quoique avec un suivi mitigé au premier jour, montre tout le mépris qu'ont les enseignants pour l'objet humain de leur noble vocation, ou censée l'être, qui est l'élève. La protestation à l'Ecole normale supérieure vient compléter ce spectacle de contestations. Les appels à la sagesse, tant à Béjaïa qu'à Tizi Ouzou, villes où sévit le plus ce syndicat, lancés par les parents d'élèves, sont restés lettre morte. On peut certes atténuer sa colère en remarquant que ces grèves ne touchent pas le secteur économique, ce qui serait mortel en ces moments de crise aiguë. Mais le fait même que les grèves, déjà lancées ou annoncées, touchent des volets sociaux, constat aggravé par la simultanéité des blocages, autorise à penser que ce qui est recherché est beaucoup moins la satisfaction des revendications que l'impact sur l'opinion publique, de plus en plus écoeuvrée par la vision de malades laissés sans soins et des élèves renvoyés par le piquet de grève. Ce ne serait pas étaler un esprit de «complotiste», mais au contraire montrer de la lucidité, que de ne pas voir dans toutes ces actions, trop simultanées pour ne pas être coordonnées, une volonté à peine cachée de nourrir le mécontentement au sein de l'opinion publique, déjà échaudée par une loi de finances qui ne l'arrange pas mais face à laquelle elle fait montre d'une grande maturité, en faisant contre mauvaise fortune bon cœur. En voyant avec quelle persévérance certaines forces recherchent à discréditer l'Etat, souvent tenu, pas toujours à tort, pour responsable par le citoyen, avec en toile de fond l'anarchie qui pointe, il n'est plus interdit de conclure que la stabilité n'arrange pas tout le monde. Mais au contraire, elle dérange ces forces-là. Chacun prépare les échéances à venir avec les objectifs qui sont les siens et les méthodes qui vont avec...

N. S.

exiger le retour aux classes. Notons que les RN 12 et 26 ont été coupées aussi à Fénéaïa et Oued-Ghir par des citoyens qui dénoncent les hausses des prix du transport sinterurbain, exigeant le retour aux anciens tarifs.

Hocine Cherfa

Visite du MAE belge «La Belgique veut renforcer ses relations politiques et économiques avec l'Algérie»

LE VICE-PREMIER ministre, ministre des Affaires étrangères de Belgique, Didier Reynders, a exprimé, hier à Alger, la volonté de son pays à renforcer ses relations avec l'Algérie, notamment dans les domaines politique et économique. Dans une déclaration à la presse, à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene, M. Reynders a souligné la volonté de la Belgique à «renforcer ses relations bilatérales avec l'Algérie, notamment en matière de consultations politiques et de coopération économique». Il a précisé, à cet effet, que cette visite devra permettre d'«échanger les points de vues sur nombre de questions d'intérêt commun, notamment la lutte contre le terrorisme et la radicalisation, les problèmes migratoires, ainsi que la situation dans la région du Sahel, en Libye et au Mali, ainsi qu'au Proche-Orient». Sur le plan économique, M. Reynders a mis l'accent sur la volonté de la Belgique de renforcer sa coopération avec l'Algérie, notamment, dans les secteurs du commerce et du transport, avec la possibilité d'améliorer la destination touristique vers l'Algérie en densifiant les transports aérien et maritime. «Il s'agit d'une visite qui va être assez dense, avec l'espoir qu'elle permettra de renforcer les relations bilatérales entre les deux pays», a-t-il souligné. K. L.

Visite de travail et d'inspection Gaïd Salah aujourd'hui à la 1^{re} Région militaire à Blida

LE GÉNÉRAL de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), effectue aujourd'hui une visite de travail et d'inspection à la Base centrale logistique en 1^{re} Région militaire à Blida, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, effectuera, le 31 janvier 2018, une visite de travail et d'inspection à la Base centrale logistique/Beni Merad/Blida/1^{re} Région militaire», note la même source. Cette visite sera «une opportunité durant laquelle le général de corps d'Armée aura à inspecter les différentes chaînes de rénovation et de modernisation et à constater les divers matériels développés au niveau de cette importante base». R. N.

Lancement samedi du projet «Ecodzair»

Pour un environnement sain à Alger

■ Ce projet va permettre notamment de lancer une campagne de sensibilisation «modèle» sur la question environnementale au sein d'une commune-pilote de la capitale (commune Mohamed Belouizdad).



Ph.D. R.

Par Selma B.

Un nouveau projet appelé «Ecodzair», visant à renforcer la collaboration entre la wilaya d'Alger et la société civile algérienne pour faire face aux défis environnementaux et améliorer le cadre écologique de la capitale, sera lancé samedi à Alger, a-t-on appris hier auprès de l'Association SIDRA, spécialisée dans le domaine environnemen-

tal et initiatrice du projet. Ce projet, impliquant dix associations spécialisées dans le domaine environnemental au niveau de la wilaya d'Alger, vise à rendre «effective» la participation de la société civile locale qui devra travailler côte à côte avec la wilaya d'Alger pour l'initiation d'actions environnementales «efficaces» au niveau de la capitale, a-t-on précisé de même source. Né d'un partenariat entre l'association SIDRA et le ministère de

l'Environnement et des Energies renouvelables, le projet «Ecodzair» permettra aux dix associations de bénéficier d'ateliers pour le renforcement des capacités existantes dans le domaine environnemental et aussi pour améliorer la couverture médiatique des questions liées à l'environnement.

Ce projet va permettre, notamment, selon ses initiateurs, de lancer une campagne de sensibilisation «modèle» sur la ques-

tion environnementale au sein d'une commune pilote de la capitale (commune Mohamed Belouizdad).

Une convention de partenariat sera signée, à cette occasion, entre l'Association SIDRA et la commune Mohamed Belouizdad, a annoncé SIDRA, précisant que cette campagne «modèle» sera généralisée au niveau de plusieurs communes de la wilaya d'Alger.

S. B./APS

Le ministre de l'Intérieur à Béjaïa

«Un nouveau programme d'aide à l'habitat rural sera accordé à la wilaya»

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et l'Aménagement du territoire, Nouredine Bedoui, a procédé, avant-hier, à la pose de la première pierre pour la construction d'un programme de 4 200 logements ADDL au niveau du lieu-dit Ighzer Ouzarif, dans la commune de Oued-Ghir. Un programme dont la livraison est prévu en février 2020 et coûtera la bagatelle de 31 milliards de dinars. M. Bedoui a exprimé sur place sa satisfaction sur le rythme et l'avancement des travaux et a insisté sur le respect des délais de construction et de livraison et annoncé que 1 000 unités de logements ADDL seront distribuées aux souscripteurs au courant de cette année, puisque, selon le directeur du logement, 60% du programme de logements seront achevés avant la fin de l'année en cours. Le ministre a annoncé la construction aussi dans cette zone d'un lycée, un CEM et 5 écoles primaires. Il a pris la décision d'allouer une enveloppe financière de l'ordre de 17 milliards de centimes pour l'aménagement de la zone, notamment la réalisation des VRD, comme il a décidé d'intervenir en faveur de la wilaya afin de lui accorder un nouveau programme d'aide à l'habitat rural (Fonal) afin de satisfaire la forte demande enregistrée dans cette formule. Sur la demande du maire de Oued-Ghir, le

ministre a donné son accord de principe pour la construction d'une sûreté urbaine dans la commune. A El-Kseur, il a procédé à la pose de la première pierre pour l'aménagement de la zone industrielle. Au niveau de la zone d'activité d'Ilmathen, M. Bedoui a demandé aux responsables concernés d'aller vite dans les travaux d'aménagement des lieux et insisté sur le respect de la vocation des terrains cédés à l'investissement, comme il a encouragé les communes en ce qui concerne l'investissement, les assurant de l'accompagnement et de l'appui de l'Etat. Il a ensuite visité l'exploitation collective agricole «Oaurirou» et vu sur place une exposition des produits. A Akbou, il a inauguré l'extension de l'unité de production de lait et dérivés de la société à responsabilité limitée «Soummam» puis l'unité de tri, transit et recyclage de plastique à Bouyizen. Il a mis en service une unité de production de carton au niveau de Général Emballage. Il devait aussi se rendre à Tizi N'berber pour inaugurer le siège de l'APC où il présidera une cérémonie en hommage aux anciens P/APC et fonctionnaires méritants. Il se rendra par la suite à Soul El-Tennine pour désigner le périmètre de réalisation d'une station de pompage de gaz. Le ministre de l'Intérieur devrait poursuivre sa visite aujourd'hui, pour la

deuxième journée consécutive, avec plusieurs haltes ponctuées par de nombreuses inaugurations et bouclera son périple par une rencontre avec la société civile à la salle des congrès.

«L'Etat est disposé à accompagner l'investissement privé»

Nouredine Bedoui a également indiqué, lors de sa visite, que «l'Etat est disposé à appuyer l'investissement privé dans tous les domaines». Il dira que le privé peut désormais participer à la réalisation de projets communs avec l'Etat, notamment des ouvrages. Il a regretté les pertes et dommages causés par les fermetures intempestives des routes qui sont, dit-il, pénalisantes pour l'économie de la wilaya et aux citoyens. A ce propos, il dira que «les portes du dialogue sont toujours ouvertes pour trouver des solutions aux problèmes posés et la loi sera appliquée à ce sujet car il y a violation des droits des citoyens». Au sujet de l'immigration clandestine et la fuite des jeunes vers l'étranger, le ministre estime que «ce phénomène est nouveau dans notre pays et à sa culture, mais l'Etat a pris des mesures pour y remédier à travers des lois».

Hocine Cherfa

Énergie

Washington souhaite un partenariat avec l'Algérie

■ Le département d'Etat américain a déclaré qu'il souhaitait lancer un partenariat avec l'Algérie dans l'énergie en vue d'assurer la sécurité des approvisionnements de la région, notamment ceux destinés au marché européen.

Par Salim O.

«**U**ne des meilleures façons pour les Etats-Unis et le gouvernement algérien de travailler ensemble est de renforcer la sécurité énergétique de la région par la promotion de la diversification énergétique», a déclaré Sandra Oudkirk, vice-secrétaire d'Etat adjoint lors du Forum algéro-américain sur l'énergie à



de l'énergie vers ce continent. «L'Algérie est un grand fournisseur d'énergie pour l'Europe et nous la félicitons pour être un partenaire fiable, aidant le continent à diversifier ses approvisionnements», a-t-elle ajouté. La vice-secrétaire d'Etat adjoint a enchaîné que «les Etats-Unis encourageaient l'Algérie à augmenter ses exportations vers l'Europe ainsi que vers d'autres pays du monde», soulignant, par ailleurs, le renforcement des relations entre les deux pays ces dernières années. «La coopération économique est réellement la base pour des relations bilatérales renforcées», a-t-elle affirmé. Les pays européens cherchent à assurer leur sécurité énergétique au moment où ils essaient d'imposer des conditions défavorables à leurs fournisseurs traditionnels, incitant de nombreux producteurs à revoir leur stratégie de commercialisation en vue de trouver de nouveaux débouchés à leur gaz. La non reconduction des contrats à long terme annoncée par quelques pays européens pourrait mettre à mal l'approvisionnement du vieux continent qui compte s'orienter de plus en plus vers le marché spot pour satisfaire ses

besoins énergétiques. Les Etats-Unis misent déjà sur les exportations de GNL vers l'Europe centrale et de l'Est, des régions fortement dépendantes du gaz russe. Le président Donald Trump a promis en juillet dernier, lors d'un sommet à Varsovie, ayant regroupé une douzaine de dirigeants européens, de promouvoir les exportations de gaz naturel liquéfié vers ces pays. Donald Trump a maintenu les objectifs de l'ancienne administration Obama de mettre fin à la prédominance russe sur le marché gazier européen en soutenant le projet de l'union de l'énergie et le développement des infrastructures de GNL. La Pologne a commencé à recevoir depuis l'année dernière les premières livraisons du gaz américain. Mais selon des analystes gaziers, le défi de la réduction de la dépendance de l'Europe au gaz russe sera long à relever, la chaîne gazière étant longue et coûteuse, alors qu'en parallèle les livraisons russes au continent augmentent d'année en année dans un contexte de la baisse des réserves britanniques et norvégiennes en mer du nord.

S. O./APS

Sonatrach et Sonelgaz présentent leur potentiel d'investissement à Houston

Les groupes énergétiques algériens Sonatrach et Sonelgaz, qui s'apprentent à lancer d'importants projets de développement, ont présenté lundi leur potentiel d'investissement à Houston (Texas) à l'occasion de la deuxième édition du Forum algéro-américain sur l'énergie. Le P-dg de Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, qui participe à cette rencontre à la tête d'une importante délégation, a indiqué que son groupe avait arrêté un plan d'investissement de 56 milliards de dollars sur cinq ans et dont les détails seront rendus publics dans les trois prochaines semaines. «C'est une annonce importante pour les partenaires qui souhaitent investir en Algérie», a-t-il indiqué devant un parterre de représentants de compagnies américaines qui prennent part à ce forum. Outre ce plan d'investissement, le dirigeant de Sonatrach a axé son intervention sur deux autres points importants, à savoir la stratégie de

gestion de Sonatrach à l'horizon 2030 et le potentiel des ressources non conventionnelles en Algérie. Ces trois axes réunis devraient donner un nouvel essor au premier groupe énergétique africain qu'il dirige depuis mars 2017. Ould Kaddour a expliqué que la nouvelle stratégie de Sonatrach consiste à diversifier les sources d'énergie du groupe en allant vers des activités nouvelles dans l'offshore et le gaz de schiste. La vice-secrétaire d'Etat adjoint, Sandra Oudkirk, qui est intervenue juste après M. Ould Kaddour, a indiqué que les Etats-Unis s'intéressaient au développement des énergies non conventionnelles en Algérie, relevant au passage leur impact positif sur la sécurité énergétique des pays. Sandra Oudkirk a cité le cas de son pays, les Etats-Unis, devenus en l'espace de quinze années un exportateur net de gaz grâce à l'exploitation de ces ressources non conventionnelles. Le développement de ces projets ont

«permis de changer le paysage énergétique des Etats-Unis», a-t-elle dit. La diplomate américaine a précisé que le département d'Etat était prêt à accompagner les pays qui veulent se lancer dans cette industrie maîtrisée par les compagnies pétrolières américaines qui détiennent des techniques novatrices en matière de forage et de production. Soulignant, par ailleurs, le potentiel solaire de l'Algérie, Sandra Oudkirk a indiqué attendre avec intérêt les discussions prévues lors de ce forum sur le programme des énergies renouvelables que Sonelgaz a commencé à mettre en œuvre.

De son côté, l'ambassadeur d'Algérie à Washington, Madjid Bouguerra, qui a fait une présentation sur l'économie algérienne, a tenu à relever que la baisse du volume des échanges commerciaux entre les deux pays après le boom du gaz de schiste qui a réduit les débouchés pour le gaz algérien aux Etats-Unis «ne doit pas être perçue comme une

régression ou un bond en arrière». En fait, une tendance nouvelle s'observe depuis 2015 qui augure de perspectives prometteuses dans les relations d'investissement et de partenariat entre les deux pays, a-t-il noté. «Les perspectives demeurent positives pour l'Algérie malgré la chute des cours du pétrole qui a privé le pays de la moitié de ses revenus à l'exportation», a-t-il expliqué aux entreprises américaines, citant en cela les dernières prévisions publiées par la Banque mondiale qui tablent sur un fort rebond de la croissance en 2018.

Ce rebond sera soutenu par les nouvelles mesures budgétaires prises par le gouvernement pour financer l'investissement, a-t-il ajouté. L'Algérie est en train de mettre en place un nouveau modèle de croissance qui va l'aider à atteindre l'émergence d'ici à 2030. «L'Algérie affiche une stabilité remarquable alors que la région traverse une période troublée. Après des

années de tourmente et de problèmes politiques et sécuritaires, l'Algérie sous la direction du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, a pleinement retrouvé sa juste place dans le concert des nations», a déclaré l'ambassadeur.

Intervenant à son tour, le président du Conseil d'affaires algéro-américain (USABC), Ismail Chikhouna, a soutenu que la deuxième édition de ce forum «marquait un tournant dans les relations bilatérales et ouvre de nouvelles voies au transfert du savoir-faire, de la technologie, et de l'innovation dans le secteur de l'énergie». L'USABC œuvre à promouvoir les échanges entre les deux pays en facilitant aux compagnies américaines les opportunités d'affaires ainsi que l'accès direct au marché algérien. En parallèle, il offre aux entreprises algériennes un accès aux différents segments de l'activité commerciale américaine, a précisé M. Chikhouna.

Amine G.

Prix

Le pétrole en légère baisse en Asie

Le prix du pétrole s'est replié hier en Asie à cause de la remontée du dollar dans un marché qui attend des estimations sur l'état des stocks américains de brut. Vers 03h50 GMT, le WTI, référence américaine du brut, pour livraison en mars, perdait 46 cents à 65,10 dollars dans les échanges électroniques en Asie. Le baril de Brent, référence européenne, également pour mars,

cédait 31 cents, à 69,15 dollars. Le billet vert regagne du terrain après s'être replié la semaine dernière sous l'effet de propos ambigus de l'administration américaine sur les vertus d'un dollar faible, suivis d'un rétropédalage à l'initiative du président Donald Trump. Toute hausse du dollar rend plus onéreux et donc moins attractifs les achats de matières premières libellés dans

la devise américaine pour les investisseurs munis d'autres devises. «Ceux qui parlent sur la hausse des cours regardent le dollar avec exaspération car les raisons de vendre du pétrole surpassent les raisons d'acheter», a déclaré Stephen Innes, analyste chez Oanda. Les investisseurs attendent également les estimations de la fédération privée American Petroleum Institute

(API) sur les stocks hebdomadaires de brut aux Etats-Unis, avant les chiffres officiels du département de l'Energie (DoE) aujourd'hui. Ces chiffres sont scrutés de près car ils sont le baromètre de la demande chez le plus gros consommateur mondial de brut. «Le marché va se focaliser sur le rapport hebdomadaire de l'API avant celui de l'EIA, d'autant qu'ils s'étaient

révélés contradictoires la semaine précédente», a dit Avtar Sandu, analyste chez Philip Futures Singapore. Lundi, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le WTI a reculé de 58 cents pour clôturer à 65,56 dollars. Le Brent a fini à 69,46 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 1,06 dollar.

Agences

Oran

Relance du projet de réhabilitation de l'agrumiculture dans la partie Ouest

■ La direction des services agricoles de la wilaya d'Oran envisage de relancer le projet de réhabilitation des plantations d'agrumes dans la partie ouest de la wilaya dont celles des périmètres agricoles des communes de Boutlélis et Misserghine, a affirmé le directeur du secteur.



Par Lyes B.

Une sortie sur le terrain a conduit jeudi dernier à des champs agricoles des experts et techniciens dans le domaine et des représentants de la chambre d'agriculture de la wilaya, pour prendre connaissance de visu des différentes possibilités offertes dans le domaine pour réaliser ce projet, a indiqué Tahar Kadi, déclarant compter, à travers ce projet, «redorer la place

historique qu'occupait Oran dans la production des meilleures variétés de fruits surtout les agrumes, ou spécialement la clémentine». Le même responsable a également souligné que la baisse de l'agrumiculture dans la région, qui disposait auparavant de grandes quantités des meilleurs produits au niveau national, est due à plusieurs facteurs dont la négligence de cette filière et montée du sel en raison de l'expansion de la Sebkhia. Cette sortie conduite par le DSA,

Tahar Kadi, a été une occasion pour rencontrer des agriculteurs activant dans l'agrumiculture dans la région et d'autres possédant des terres fertiles afin de les sensibiliser sur l'importance de relancer ce projet et expliquer les différentes mesures incitatives proposées par l'Etat pour redynamiser le secteur agricole et soutenir les agriculteurs. Cette sortie a permis de recenser toutes les opportunités qu'offre la région et de découvrir cinq champs agricoles inexploités

dans la région de Misserghine bien que disposant de sources d'irrigation de qualité, sachant que l'agrumiculture nécessite de l'eau douce, a ajouté le DSA, signalant que l'opération se poursuit pour collecter toutes les données. Il a également affirmé que toutes les dispositions seront prises avec les services concernés pour permettre aux agriculteurs d'exploiter les ressources en eau disponibles dans leurs terres agricoles. Les vergers d'agrumes de la wilaya

d'Oran ont fortement diminué au cours des deux dernières décennies passant de 560 hectares (260 produisant la clémentine de qualité) à 260 ha dont 109 ha réservés à la clémentine en 2017. Tous les acteurs sont impliqués pour la réussite de ce projet à l'instar des experts de la chambre agricole, les techniciens d'instituts spécialisés et les représentants des services de l'hydraulique, selon M. Kadi.

L. B./APS

Rentrée professionnelle à Blida

Introduction d'une nouvelle spécialité pour la maintenance des ascenseurs

La nouvelle session professionnelle de février prochain, à Blida, verra l'introduction d'un nombre de nouvelles spécialités de formation expressément adaptées aux exigences du marché local du travail, dont la maintenance des ascenseurs, a-t-on appris, du directeur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya, Amar Khadroune. L'introduction de cette spécialité (maintenance des ascenseurs) est une réponse au déficit accusé en matière de main-d'œuvre spécialisée dans ce domaine, à l'échelle locale, d'autant plus que le problème a été à maintes fois posé par l'OPGI et l'agence AADL de la wilaya, a indiqué à l'APS M. Khadroune, signalant un «grand engouement» de la part des jeunes pour cette nouvelle formation, assurée au niveau des

CFPA de Boufarik et Bouinane. Les autres nouvelles spécialités programmées pour cette session de février sont relatives à la maintenance des équipements audiovisuels et la préparation de boissons et conserves, entre autres, suivant la vocation de transformation industrielle de la wilaya, a ajouté le responsable, soulignant que leur définition (spécialités) s'est faite en collaboration avec les partenaires économiques du secteur. Chaque nouvelle spécialité de formation introduite dans le secteur a été vite adoptée par les stagiaires, a-t-il assuré, par ailleurs, citant notamment celles relatives à la protection des végétaux, et le suivi de la réalisation dans le bâtiment et les énergies renouvelables, mais surtout la spécialité de l'édition, introduite pour la première fois dans la nomenclature nationale

de la formation en septembre dernier, a fait savoir M. Khadroune. Pour cette nouvelle session de février, la direction du secteur prévoit un flux de plus de 5 000 nouveaux stagiaires, pour une offre pédagogique estimée à 5 956 places, réparties à raison de 2 156 offres pour le mode par apprentissage, 1 430 pour le mode résidentiel, et 542 offres pour le mode de formation qualitative. Parallèlement, 155 offres de formation sont assurées, au titre de cette même session, pour les détenus de la wilaya en mode de formation qualitative, contre 230 offres destinées aux femmes au foyer. La wilaya de Blida compte 22 établissements de formation professionnelle d'une capacité globale estimée à 8 650 places.

T.K.

Tissemsilt

Réception du tronçon de la ligne ferroviaire Boughzoul-Tissemsilt en juin prochain

LE TRONÇON de la ligne ferroviaire Boughzoul (Médéa)-Tissemsilt, de 17 kilomètres traversant la wilaya de Tissemsilt, sera réceptionné au mois de juin prochain, a-t-on appris de la directrice des transports, Tourki Zahia. En marge d'une visite d'inspection du wali, elle a indiqué que les travaux de ce tronçon qui devaient s'achever en fin d'année dernière ont accusé du retard à cause de l'épuration de la situation financière de cinq entreprises chargées de sa concrétisation. Cette ligne ferroviaire devra désenclaver la wilaya en la raccordant aux wilayas limitrophes et contribuer par conséquent au développement de la région, a souligné la même responsable. Le taux d'avancement des travaux de ce tronçon a atteint actuellement 76 pour cent avec la réalisation de 94 pc des ouvrages d'art, a fait savoir M^{me} Tourki, signalant que le projet de la ligne ferroviaire Boughzoul-Tissemsilt s'étendant sur 131 km est doté d'une enveloppe de 45 milliards DA. En inspectant ce projet, le wali de Tissemsilt, Abdelkader Benmessaoud a insisté sur la coordination entre différents services et entreprises pour accélérer les travaux. Les autorités de la wilaya veillent à assurer un accompagnement permanent aux entreprises de réalisation du projet en programmant des visites au chantier tous les trois semaines. Le chef de projet, Abdelkader Chandarli a prévu la fin des travaux de la gare ferroviaire principale de Tissemsilt en juin prochain, soulignant que cette gare est construite selon les normes modernes disposant de commodités nécessaires. Pour sa part, le wali a annoncé des projets d'habitat et d'équipements publics dont un parking pour véhicules à proximité de cette infrastructure.

R.R.



Sahara occidental

L'UA isole le Maroc et soutient la relance des négociations directes

■ L'Union africaine a isolé à Addis-Abeba le Maroc et exprimé son soutien à la relance des négociations directes entre le Maroc et la République arabe sahraouie démocratique.

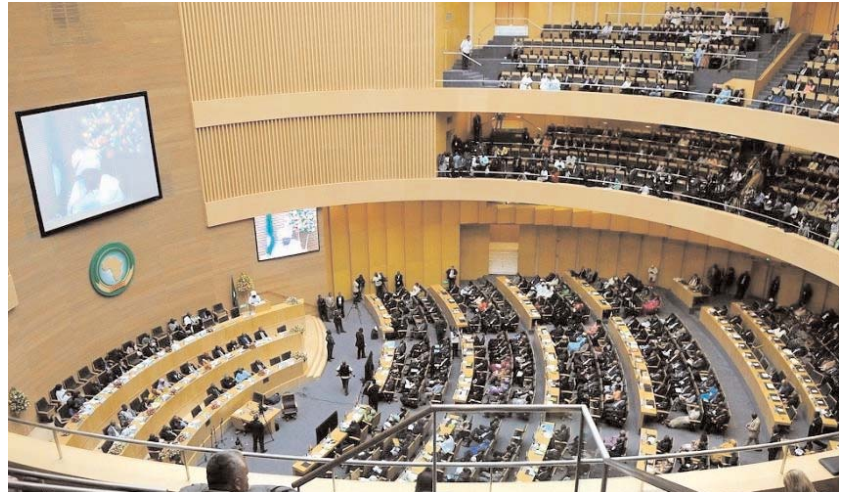
Par Sara H.

Réunis dans le cadre de la trentième session de la Conférence de l'Union africaine, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exprimé, dans leur décision (Assembly/AU/Dec.14 (XXX) adoptée par consensus, leur soutien à la relance du processus de négociation entre le Maroc et la RASD en vue de parvenir à une solution «durable» au conflit du Sahara occidental, qui soit «conforme à la lettre et à l'esprit des décisions pertinentes» de l'Organisation de l'Unité africaine, de l'Union africaine et des Nations unies. La Conférence a, par ailleurs, réitéré son appel aux deux Etats membres, à s'engager, «sans conditions préalables», dans des pourparlers «directs et sérieux», facilités par l'UA et l'ONU pour la tenue d'un référendum «libre et juste» pour la détermination du peuple du Sahara occidental. Tout en réaffirmant sa disponibilité à réactiver le Comité des chefs d'Etat et de gouvernement sur le Sahara occidental, institué par l'OUA en 1978, la Conférence a lancé un appel en direction des deux parties pour coopérer pleinement avec le Haut Représentant de l'UA pour le Sahara occidental, l'ancien président mozambicain, Joaquim A. Chissano, et l'Envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies, M. Horst Kohler. Dans le même temps, la Conférence a invité le Maroc, en tant qu'Etat membre de l'UA, à permettre le retour de la mission d'observation de l'UA de retourner à Laayoune, au Sahara occidental, et de permettre également un «suivi indépendant» des droits de l'Homme dans le Territoire. La Conférence a, en outre réitéré ses précédents appels, en particulier sa déclaration adoptée lors de sa 24^e session ordinaire tenue à

Addis-Abeba, du 30 au 31 janvier 2015, sur le Forum de Crans Montana, une organisation basée en Suisse, pour que celle-ci s'abstienne de tenir ses réunions dans la ville occupée de Dakhla, au Sahara occidental, et a appelé, à cet égard, tous les Etats membres, les organisations de la société civile africaine ainsi que les autres acteurs concernés à boycotter la prochaine réunion prévue du 15 au 20 mars 2018. Il est à signaler que le Maroc a été le seul Etat membre à exprimer des réserves. Ce fait a été mis en exergue par le président Rwandais, Paul Kagame, Président en exercice de l'Union africaine.

La SPL appelle à la levée de l'embargo médiatique imposé par l'occupant marocain

La Ligue de presse sahraouie en Europe (SPL) a appelé à la levée de l'embargo imposé par l'occupant marocain aux journalistes sahraouis et à l'activation du rôle des médias sahraouis. Dans un communiqué rendu public au terme de l'AG de sa 3^e conférence, samedi dernier à Amurrio (Espagne) sous le slogan «Le journaliste sahraoui en exil, une arme pour le triomphe de la cause», SPL a exprimé sa «solidarité avec le peuple sahraoui dans les villes occupées et son soutien à l'Intifadha pour l'indépendance», appelant à «la levée de l'embargo médiatique exercé par l'occupant marocain». Soulignant le rôle des médias sahraouis dans toutes les étapes, et la nécessité de son activation à travers la contribution des membres de la Ligue à la dynamique de l'action collective en focalisant sur la situation dans les territoires occupés en termes des droits de l'Homme et de pillage des ressources natu-



relles, note la même source. Par ailleurs, la Ligue a dénoncé, dans son communiqué, «les violations continues des droits de l'Homme dans les villes occupées et au sud du Maroc et la poursuite du pillage des ressources du Sahara occidental», appelant, dans ce sens, à «l'impératif de libérer tous les détenus sahraouis, à leur tête le groupe de Gdeim Izik». Selon le communiqué, la conférence a été «une opportunité pour évaluer et enrichir le programme de travail de la Ligue au niveau européen et mettre en avant l'importance de tirer profit du savoir faire et de l'expérience de tous les journalistes sahraouis». Outre l'attribution de plusieurs distinctions, la Conférence a été sanctionnée par l'élection à la majorité de M. Bachir Mohamed Lahcen en tant que président de la Ligue pour un mandat de deux ans. L'association des Iles Baléares (espagnole), solidaire avec le peuple sahraoui, a organisé, durant la fin de cette semaine, une table ronde pour dénoncer et sensibiliser la société civile, les médias et les institutions espagnols sur l'embargo médiatique imposé par le Maroc à pro-

pos des violations des droits humains au Sahara occidental occupé. L'association a estimé que l'expulsion des journalistes et des observateurs internationaux fait partie de la politique de blocus et d'omerta imposée par les autorités d'occupation marocaines afin de cacher la réalité, et ses violations systématiques des droits de l'homme de la population civile sahraouie sans défense. Cette situation d'apartheid comprend souvent, indique l'association, «l'interdiction d'entrer dans les territoires occupés aux médias étrangers et délégations politiques et touche également les sites WEB de nombreuses associations pro sahraouies qui sont fréquemment bloqués».

Le Maroc appelé à faciliter le déroulement de la Mission d'établissement des faits

Le Conseil exécutif de l'Union africaine (CUA) a appelé le Maroc à faciliter le déroulement de la Mission d'établissement des faits sur le territoire du Sahara occidental, en application de la décision 689, adoptée en 2012 par la 20^e session du

Conseil exécutif. L'Union africaine a, également, invité le Maroc à «signer et ratifier la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples, outre les instruments pertinents de défense des droits de l'Homme». Pour rappel, en janvier 2012, l'UA avait demandé à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) d'entreprendre une mission dans le territoire occupé de la République arabe sahraouie démocratique en vue d'enquêter sur les violations des droits de l'Homme et en faire un rapport à la prochaine session ordinaire du Conseil exécutif en janvier 2013. En exécution de cette décision, la CADHP avait adressé, en avril 2012, une note verbale au gouvernement marocain, lui demandant de lui assurer la sécurité de passage jusqu'au territoire occupé. Cette note verbale a été suivie d'une deuxième note en août 2012, mais aucune réponse n'a été reçue, à ce jour, de la part des autorités marocaines. La Commission n'a donc pas pu se rendre dans le territoire occupé.

S. H./APS

Libye

Quelque 13 000 migrants africains ont été évacués

ENVIRON 13 000 migrants africains ont été évacués de Libye depuis début décembre, a assuré le président de la Commission de l'Union africaine, près de deux mois après des révélations sur l'esclavage de migrants dans ce pays nord-africain. Début décembre, l'Union africaine avait dit ambitionner de rapatrier 20 000 migrants avant la mi-janvier, et si M. Faki a reconnu «un peu de retard», il a également assuré que le processus est «en cours». «Nous sommes aux alentours de 13 000», a soutenu M. Faki, lors d'une conférence de presse à la fin d'un sommet de l'Union africaine à Addis Abeba. «Nous recevons (des migrants, ndr) jour par jour (...), les deux-tiers sont déjà rapatriés, et le processus continue». Après les révélations récentes de migrants noirs vendus «comme des esclaves» en Libye, neuf pays européens et africains appuyés par l'ONU, l'Union européenne et l'Union africaine, ont décidé de mener des «opérations d'évacuation d'urgence» de migrants victimes de trafiquants. Les rapatriements ont notamment pu avoir lieu grâce à des vols affrétés par des pays africains. Le Niger et le Rwanda ont par ailleurs offert l'asile à ceux qui ne pouvaient pas retourner dans leur propre pays.

R. M.

Tunisie

Le FMI délivre un satisfecit pour les réformes entamées pour relancer l'économie

Le Fonds monétaire international (FMI) a affirmé que la Tunisie s'est engagée dans la bonne direction en entamant les réformes visant à l'avantage de libéralisation du marché et le budget de l'Etat de 2018 caractérisé par une hausse des prix et l'imposition d'impôts. Concernant les manifestations qui ont accompagné l'adoption du budget, le directeur du département du Moyen-Orient et Asie du FMI, Jihed Azour, a affirmé

qu'elles s'expliquent par le fait que les gens ont le sentiment de s'être appauvri après la révolution de 2011. La réduction des subventions du carburant et la maîtrise des dépenses et de la balance commerciale fourniront des fonds supplémentaires à l'Etat qui pourra les utiliser pour des programmes sociaux plus efficaces, a-t-il dit dans un entretien avec l'Agence Reuters. Le responsable du FM a déploré que la masse salariale représen-

te en Tunisie 15% du PIB, soit un taux des plus élevés dans le monde. On rappelle que le Chef du gouvernement, Youssef Chahed, a affirmé lundi que les réformes menées en Tunisie sont nécessaires et ne sont pas dictées par le FMI, assurant que le gouvernement s'est tourné vers cette institution financière pour des prêts et en raison du bas taux qu'elle applique.

Amel N./Agences



Yémen

Les séparatistes prennent le dessus dans les combats à Aden

■ Des combattants séparatistes du sud du Yémen encerclaient hier le palais présidentiel à Aden, deuxième ville du pays, après trois jours de combats meurtriers contre les forces gouvernementales qui ont perdu la plupart de leurs positions-clés.

Par Rosa C.

Le président yéménite, Abd Rabbo Mansour Hadi, est lui-même réfugié en Arabie saoudite, mais son Premier ministre Ahmed ben Dagher et des membres du gouvernement résidaient ces derniers jours au palais présidentiel d'Aden. La crise qui a éclaté dimanche entre les séparatistes et le gouvernement du président Abd Rabbo Mansour Hadi, soutenu par l'Arabie saoudite, a donné une nouvelle dimension au conflit qui se poursuit depuis trois ans dans ce pays pauvre de la péninsule arabique. «Les séparatistes ont encerclé le palais et contrôlent maintenant l'entrée principale», a indiqué à l'AFP un officier de l'armée yéménite, ajoutant : «Ceux qui sont à l'intérieur sont de fait

assignés à résidence à ce stade». De son côté, le brigadier Saleh al-Sayyed, qui dirige des troupes combattant depuis dimanche avec les séparatistes, a annoncé que ses unités avaient pris le contrôle de la 4^e Brigade qui inclut la garde présidentielle à Aden. Les combats ont fait au moins 36 morts et 185 blessés depuis dimanche, selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). La coalition sous commandement saoudien, qui intervient militairement au Yémen depuis 2015, a appelé dans la nuit à un cessez-le-feu immédiat. Le ministère de l'Intérieur lui aussi déclaré avoir donné pour instruction à toutes les unités d'arrêter les combats et dit espérer que l'autre camp répondrait «positivement à l'appel de la coalition». Les séparatistes du sud du Yémen n'ont

pas encore réagi à cette requête. La coalition a affirmé qu'elle prendrait «toutes les mesures nécessaires pour rétablir la sécurité à Aden», où le gouvernement s'est réfugié après avoir été chassé de la capitale Sanaa par les rebelles Houthis en 2014. Jusqu'ici, les principales composantes de la coalition – émiraties et saoudiennes – ne sont pas intervenues militairement à Aden pour faire cesser les combats. Lundi soir, le président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi, qui est réfugié à Ryad, a présidé une réunion avec ses conseillers et des responsables politiques, rejetant «le coup de force (séparatiste) et les actions terroristes à Aden», selon l'agence Saba. Les séparatistes étaient précédemment alliés à M. Hadi, mais la relation s'est tendue après le limogeage en 2017 du gouverneur d'Aden, Aidarous al-Zoubaidi, qui a formé un Conseil de transition du sud (STC), une autorité parallèle dominée par des séparatistes. Le Yémen du sud était un État indépendant avant sa fusion avec le Nord en 1990 et les séparatistes y sont restés puissants. Depuis dimanche, ils ont acheminé des renforts vers Aden et, dans certains quartiers, ils semblaient en bien meilleure position que les unités gouvernementales, selon des habitants. Le STC avait fixé un ultimatum la semaine dernière à M. Hadi exigeant le départ du Premier ministre Ahmed ben Dagher et «des changements au



PH. > D. R.

gouvernement», accusé de «mauvaise gestion» et de «corruption». Cet ultimatum a expiré dimanche matin et des combats ont aussitôt éclaté en ville, aboutissant à la prise du siège transitoire du gouvernement et d'autres installations par les séparatistes. Après avoir été chassé de Sanaa en 2014 par les rebelles Houthis soutenus par l'Iran, le gouvernement a déclaré l'année suivante Aden «capitale provisoire» du Yémen. Les Emirats, élément clé de la coalition dirigée par Ryad, ont entraîné et appuient une force appelée «Ceinture de sécurité» dans le sud. Cette force soutient le Conseil de transition du sud créé par les séparatistes. Ce mois-ci, Ryad a annoncé qu'elle transférerait deux milliards de dollars à la Banque centrale du Yémen,

contrôlée par le gouvernement Hadi, pour sauver l'économie. Lors d'un point de presse lundi soir à Ryad, le porte-parole saoudien de la coalition au Yémen, le colonel Turki al-Maliki, a appelé les séparatistes à «la retenue et à parler avec le gouvernement légitime». Dans le même temps, a-t-il ajouté, «nous appelons le gouvernement légitime à examiner les demandes du mouvement social et politique des séparatistes». Entre-temps, les civils à Aden se terrent chez eux, redoutant d'être pris sous des tirs croisés. Dans la province de Chabwa (sud), 14 personnes, dont des soldats, ont été tuées hier lors d'un «attentat suicide» perpétré contre une cible militaire, a indiqué une source haut placée au sein de l'armée dans la région. R. C.



Points chauds

Présomption

Par Fouzia Mahmoudi

Durant sa campagne présidentielle, tout comme François Hollande avant lui, Emmanuel Macron n'avait cessé de marteler que les Français méritaient des représentants irréprochables, que ce soit les élus ou les responsables nommés aux postes d'importance. L'une des promesses sur laquelle Macron s'était d'ailleurs le plus appuyé était celle de faire de la moralisation de la vie publique une priorité. Mais aujourd'hui, alors que l'un de ses ministres, Gérard Darmanin, est visé par une plainte pour viol, le Premier ministre Philippe Edouard et plusieurs ministres le soutiennent, et le président reste silencieux sur le sujet. Plusieurs personnalités ont immédiatement pointé du doigt que Richard Ferrand, François Bayrou, Marielle de Sarnez et Sylvie Goulard ont été «immédiatement poussés vers la sortie» lorsqu'ils ont été soupçonnés, pour le premier, de favoritisme dans une affaire immobilière, et pour les trois autres d'avoir eu des emplois fictifs au MoDem. Cette fois, dès l'annonce de la réouverture de l'enquête samedi, Matignon a fait savoir que le ministre conservait «toute la confiance» d'Édouard Philippe. «Être visé par une enquête préliminaire pour un crime sexuel serait donc moins grave ?», s'interrogent les auteurs d'une pétition demandant la démission de Darmanin. Ils rappellent que le gouvernement veut «faire de la lutte contre les violences la priorité de son quinquennat». «Comment y parvenir si un de leurs ministres est accusé de viol ?», s'interrogent-ils. Il est demandé «à Édouard Philippe de mettre fin aux fonctions de Gérard Darmanin pour que la justice et le gouvernement puissent faire sereinement leur travail». Un avis partagé par l'une des porte-parole de LR, Laurence Salliet, qui juge que Gérard Darmanin «n'a pas d'autre choix que de démissionner». «Nous respectons la présomption d'innocence. Mais compte tenu des graves accusations qui sont portées, et pour la sérénité de l'action publique, nous pensons qu'il n'a pas d'autre choix que de démissionner», a déclaré Salliet lors du point-presse hebdomadaire de LR, parti auquel a longtemps appartenu Darmanin avant de rejoindre LREM. Plus prudente, Lydia Guirous (LR) a tout de même jugé que les accusations contre le ministre des Comptes publics étaient «très graves». «Je comprends l'émotion que peuvent susciter ce type d'accusations», a-t-elle ajouté, avant de refuser tout autre «commentaire sur l'enquête en cours». Elle a néanmoins précisé que «sur un plan politique, on voit bien que le monde vertueux, irréprochable d'Emmanuel Macron se casse la figure», citant les noms de Richard Ferrand, Marielle de Sarnez et Sylvie Goulard, anciens ministres mis en cause dans des affaires. Mais c'est le silence du président justement qui fait réagir et qui donne du grain à moudre à ses opposants. Reste à savoir si Macron finira par sortir de son silence et surtout si ce sera pour défendre son ministre, ou plus exactement la présomption d'innocence, ou pour réinstaurer les valeurs d'exemplarité qu'il évoque si souvent en demandant à Darmanin de quitter ses fonctions. F. M.

États-Unis

Une liste de proches de Poutine susceptibles d'être sanctionnés

Le département américain du Trésor a publié une liste d'officiels et d'hommes d'affaires russes, considérés comme proches de Vladimir Poutine et susceptibles d'être sanctionnés pour punir Moscou de son ingérence supposée dans la dernière présidentielle américaine. Cette liste, très attendue, a été publiée dans la nuit de lundi à hier. Elle compte plus de 200 noms, dont 114 officiels et 96 hommes d'affaires. La publication de cette liste de sept pages, qui ne déclenche pas l'imposition de sanctions immédiates, comprend notamment le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, le Premier ministre Dmitri Medvedev et de hauts responsables des services de renseignements russes. On y trouve également des dirigeants de grandes entreprises publiques, comme le géant de l'énergie Rosneft et la Sberbank. Cette liste, qui risque de détériorer encore davantage les relations déjà tendues entre Washington et Moscou, fait peser sur les cercles

les plus proches du président russe la menace de les couper de l'accès à la finance internationale. «Nous devons d'abord analyser (la liste), cette publication est sans précédent», a déclaré lors d'un point-presse le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. «Ce n'est pas d'hier que nous vivons dans des conditions de manifestations d'agressivité à notre rencontre, c'est pourquoi il ne faut pas céder aux émotions, nous devons d'abord tout comprendre et ensuite formuler notre position», a-t-il ajouté. Soulignant que le texte publié «n'est en aucun cas une sanction ou une restriction», il a cependant regretté que cette liste puisse «potentiellement détériorer l'image et la réputation de nos entreprises, de nos hommes d'affaires, de nos responsables politiques et de nos dirigeants». «Vous pouvez remarquer que de facto tout le monde est appelé "ennemi des États-Unis"», a-t-il affirmé. De nombreuses voix en Russie ont réagi à la publication de cette liste. Le président de la

Douma (chambre basse du Parlement), Viatcheslav Volodine, a estimé dans un communiqué que «de nouvelles sanctions contre la Russie vont mener à une cohésion plus grande de notre société». «L'inclusion dans cette liste de sanctions virtuelles de toute l'élite dirigeante de notre pays signifie que nos relations (avec Washington) sont véritablement en train de se rompre», a jugé de son côté Vladimir Djabarov, vice-président du Comité des affaires étrangères du Conseil de la Fédération, cité par l'agence RIA Novosti. Le Trésor américain avait jusqu'à lundi minuit pour publier cette liste, conformément à une loi adoptée l'an dernier par le Congrès. Cette loi visant à punir la Russie notamment pour son attitude en Ukraine, adoptée à une écrasante majorité par les parlementaires, avait été promulguée le 2 août à contre-cœur par le président américain Donald Trump, qui en avait critiqué plusieurs dispositions-clés.



Opéra d'Alger Boualem-Bessaih

«L'orchestre fait son cinéma» en février

■ Après un récital de chant lyrique au mois de janvier courant, l'Opéra d'Alger invite son public le 18 février à un spectacle très particulier. Il s'agit d'une soirée musicale intitulée «L'orchestre fait son cinéma» où les musiques de films étrangers et algériens seront revisités par l'Orchestre symphonique national.

Par Abia Selles



L'Orchestre symphonique national propose, ces dernières années, des spectacles de haute facture au bonheur des mélomanes et des

amateurs des différents genres musicaux. C'est une forte ambition que prouve cet orchestre afin de se faire un nom en or sur la scène culturelle internationale. Au mois de janvier courant, un récital de chants lyriques, rassemblant des classiques de la musique universelle et des pièces du patrimoine algérien, était animé par la cantatrice

algérienne Fairouz Oudjida, accompagnée par cet orchestre.

Organisé à l'Opéra d'Alger Boualem Bessaih par l'établissement Arts et culture de la wilaya d'Alger dans le cadre de la coopération et des échanges entre la capitale et la ville canadienne de Montréal, la chanteuse lyrique avait choisi pour son public des extraits adaptés au

chant et piano de classiques italiens, russes et français, montrant ainsi la puissance de sa voix et le professionnalisme de l'Orchestre symphonique national.

Pour le mois de février prochain, cet orchestre présente, toujours à l'Opéra d'Alger Boualem Bessaih, un spectacle riche en rythmes et sonorités

universelles. Intitulé «l'orchestre fait son cinéma», ce spectacle sera le premier du genre en Algérie. C'est lors de la soirée du dix-huit février que l'orchestre invite son public à un voyage cinématographique. Il s'agit d'une représentation musicale du cinéma universel et algérien. Les mélomanes vont revisiter les musiques de films, d'Ennio Morricone à John Williams en passant par John Barry (mais si, vous savez, l'indémontable thème de James Bond) et autres œuvres algériennes. Des extraits de films concernés seront projetés par moments durant la représentation pour finir de renforcer le lien entre la musique et le septième art.

Il est à rappeler que le spectacle sera animé sous la direction du maestro Amine Kuidler.

A. S.

La guerre de Libération nationale dans la poésie populaire

Le débat ouvert à Tiaret

Les participants à un premier colloque national sur la guerre de Libération nationale dans la poésie populaire ont souligné, lundi à Tiaret, le rôle de cette expression artistique populaire dans l'écriture de l'histoire de la glorieuse guerre de Libération.

Lors de ce colloque inauguré par le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, le docteur Khachab Sadek, de l'université de Médéa, a affirmé que des «*qacida* populaires sont considérées comme documents d'archive contribuant à l'écriture de l'histoire de la guerre de Libération nationale».

Dans sa communication intitulée «Contours de la révolution dans la poésie populaire», il a cité comme modèle la *qacida* «*Hizb Ethouar*» (Parti des révolutionnaires) du chahid Hadj Hamdi dit «Ahmed Arsalane», décrivant des noms de sites et des batailles livrées au colonisateur français.

D' Mohamed Belil de l'université de Tiaret a évoqué, pour sa part, le rôle de la poésie populaire dans la résistance et la lutte armée en incitant au djihad pour le pays et en appelant le peuple à soutenir la guerre et le glorieux Front de libération nationale.

La poésie populaire est considérée comme une matière historique qui s'ajoute aux documents et témoignages pour l'écriture de l'histoire, a-t-il soutenu.

L'universitaire de Tlemcen, D' Abdelkrim Lotfi a abordé le rôle de la femme poétesse dans la glorification des héros de la guerre de libération nationale, soulignant qu'elle a exprimé à travers des vers du Melhoun sa résistance et son refus du colonialisme et a décrit le combat du peuple algérien.

Les recommandations de ce colloque ont porté sur l'encouragement de thèses de licence, de

master et de doctorat sur la poésie populaire et l'exploitation de ce patrimoine par les instances, dont le Centre national de recherche sur le mouvement national et la révolution de novembre dans l'écriture de l'histoire.

Le programme de cette rencontre, organisée par le ministère des Moudjahidine, a comporté des communications animées par des universitaires de Tiaret, Médéa et Tlemcen, des lectures poétiques par des poètes des wilayas de Tiaret et El Bayadh et la projection d'un film documentaire sur le chanteur chahid Ali Maachi.

M. K.

Box-office nord-américain

«Le labyrinthe» se fraye un chemin vers le sommet

L'odyssée d'adolescents pris au piège dans «*Le labyrinthe : le remède mortel*» s'est frayé un chemin vers le sommet du box-office nord-américain dès sa sortie ce week-end, selon les chiffres définitifs publiés lundi par la société spécialisée Exhibitor Relations.

Troisième et dernier volet de la saga de science-fiction réalisé par l'Américain Wes Ball, «*Le labyrinthe*» a récolté 24,2 millions de dollars.

Il fait reculer à la deuxième place «*Jumanji : Bienvenue dans la jungle*», suite du film à succès de 1995. Avec Dwayne «*The Rock*» Johnson, Kevin Hart et Jack Black à l'affiche, ce long métrage de Jake Kasdan sur quatre adolescents perdus dans un jeu vidéo a généré 16,1 mil-

lions de dollars entre vendredi et dimanche et 338 millions en six semaines d'exploitation.

«*Hostiles*», un western progressiste porté par l'acteur Christian Bale, bondit de la 23^e à la troisième place grâce à une distribution élargie, avec 10,1 millions de dollars ce week-end et 12 millions au total.

«*The Greatest Showman*», l'histoire du magicien et homme de spectacle P.T. Barnum, arrive en quatrième position avec 9,6 millions de vendredi à dimanche et 126,5 millions en six semaines à l'écran.

«*Pentagon Papers*», le film de Steven Spielberg avec Tom Hanks et Meryl Streep sur la bataille menée par le *Washington Post* pour publier des documents secrets pendant la guerre

du Vietnam, glisse en cinquième position, avec 9,1 millions de dollars durant le week-end et 58,8 millions en cinq semaines.

En sixième position, on a «*Horse Soldiers*» qui raconte la lutte de soldats américains après les attentats du 11-Septembre, avec l'acteur Chris Hemsworth, a rapporté 8,7 millions de dollars (29,8 millions de dollars en deux semaines).

En septième position, on a «*Criminal Squad*», sur l'épopée d'anciens militaires devenus braqueurs à Los Angeles, l'un d'entre eux étant incarné par le rappeur 50 Cent, a engrangé 8,6 millions de dollars (28,8 millions en deux semaines).

Il est suivi par l'un des favoris pour les Oscars, l'histoire d'amour fantastique «*La forme*

de l'eau» grimpe de la 16^e à la huitième place après l'annonce des nominations, avec 5,9 millions de dollars ce week-end (37,9 millions en neuf semaines).

Puis, «*Paddington 2*», la suite des aventures du célèbre ours, rapporte 5,7 millions de dollars (32,1 millions en trois semaines).

En sixième position, on a «*Padmaavat*», superproduction de Bollywood sur une mythique reine hindoue qui a provoqué en Inde la fureur de groupes radicaux hindous, atterrit directement en 10^e position à sa sortie en Amérique du Nord, avec 4,3 millions de dollars récoltés entre vendredi et dimanche.

R. I.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Hôtel Sofitel (El Hamma)
Jusqu'au 6 février :

Une exposition photographique nommée «Alger, ville de tous les contrastes» est organisée depuis le 6 janvier et se poursuivra jusqu'au 6 février prochain tout en reprenant les travaux de la photographe Yasmin Lallel. L'exposition s'intéresse, comme son nom l'indique, aux différents aspects de la capitale, au travers de photographies capturant la vie quotidienne d'une ville aux multiples facettes.

Galerie Sirius (139, Boulevard Krim-Belkacem, Téliemly, Alger)
Jusqu'au 8 février :

Exposition de peinture et de photographies par l'artiste peintre Valentina Ghanem Pavlovskaya et la photographe Chafia Loudjici.

Salle Ibn Khaldoun
Jusqu'au premier février :
Projection des films *Coco*, *Insidious*, *C'est tout pour moi* et *Star Wars : The Last Jedi*
Bibliothèque principale de lecture publique de Tizi-Ouzou
Jeudi 1^{er} février à 14h :
6^e rencontre littéraire sous le thème «la thérapie par la musique», avec l'écrivain et docteur Mouloud Ounoughene.



Tour international cycliste des Ziban Cyclisme Le Marocain Abdallah Heida victorieux

LE CYCLISTE marocain Abdallah Heida s'est adjugé lundi le 1^{er} Tour international cycliste des Ziban, au terme de la quatrième et ultime étape de la compétition remportée par l'Algérien Youcef Reguigui. La seconde place au classement général est revenue à l'Erythréen Kifel Abel, suivi en troisième position par le Français Deriaux Florian représentant le groupe Sovac, tandis que le maillot orange du meilleur cycliste algérien a été décerné à Youcef Rekiki du groupe Sofac. Au classement par équipes, la première place a été décrochée par l'équipe marocaine. La quatrième et dernière étape du tour a été marquée par une compétition ardue. Elle s'est déroulée par un temps favorable sur un parcours de 146 km de Biskra à Tolga en passant par Branis, Djemora,

Loutaya, El Hadjeb, M'illi et Ourlal. 52 cyclistes représentant 11 pays dont l'Espagne, l'Allemagne, le Portugal, la Belgique, la Hollande, la Tunisie, l'Erythrée, l'Iran et l'Algérie y ont pris part. Le Tour international cycliste des Ziban s'est déroulé en quatre étapes. La première disputée vendredi sur 197 km, la seconde samedi sur un circuit fermé de 120 km et la troisième dimanche sur 154 km. La cérémonie de clôture a eu lieu sur la ligne d'arrivée de l'ultime étape à Tolga en présence d'un public très nombreux. Ce premier Tour international de cyclisme des Ziban ouvert le 26 janvier a été organisé sous l'égide du ministère de la Jeunesse et la DJS de la wilaya de Biskra, par la Fédération algérienne de cyclisme (FAC) et la Ligue de wilaya de la discipline.

JAJ 2018

Ould Ali reste confiant pour la compétition

L'ALGÉRIE SERA prête pour accueillir les Jeux africains de la jeunesse (JAJ-2018), prévus du 19 au 28 juillet à Alger, a assuré le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, lundi à Alger, lors de la clôture de la 1^{re} réunion de coordination des chefs de mission des délégations africaines qui a débuté dimanche. «L'Algérie et en particulier Alger, possède les infrastructures sportives et les moyens logistiques adéquats pour accueillir cet évènement de la jeunesse africaine. Après deux jours de visite, les chefs de délégations qui se sont rendus sur les sites retenus pour la compétition et l'hébergement des athlètes, ont donné des avis positifs malgré quelques imperfections que nous allons corriger d'ici le début de la compétition», a déclaré Ould Ali. «En général, tous les sites sont prêts pour accueillir les athlètes. Il reste du travail à faire et nous nous attelons à fournir le maximum d'efforts pour être prêt le jour J», a-t-il ajouté. Le ministre est également revenu sur la préparation des athlètes algériens qui a déjà débuté durant les vacances d'hiver à travers l'organisation de plusieurs camps d'entraînement sur tout le territoire national. «Nos athlètes se préparent dans de très bonnes conditions. Nous avons programmé en coordina-

tion avec les Fédérations sportives nationales d'autres camps d'entraînements durant les vacances de printemps, pour ensuite retenir la liste finale des athlètes qui participeront aux JAJ. Ces athlètes seront en stage permanent jusqu'au début de la compétition», a-t-il souligné. De son côté, le représentant et coordinateur de l'ACNOA, Joao Costa Alegre, s'est dit «satisfait» de ces deux jours de travail, estimant que les préparatifs pour la 3^e édition des Jeux africains de la jeunesse se déroulent dans les «délais». «L'Algérie va très bien organiser les JAJ parce que c'est une nation qui aime le sport. Nous allons coordonner nos efforts pour la réussite de ces Jeux», a déclaré Joao Costa Alegre. Une dernière séance de travail relative aux réponses et clarifications aux questions des chefs de délégations africaines se tiendra mardi matin, avec l'objectif d'apporter des réponses aux interrogations des participants, notamment celles concernant le transport des athlètes, les commodités au Village olympique (restauration, sanitaires, boutiques), ou encore les médias (résultats, tableau des médailles, réseaux sociaux). Les Jeux africains de la jeunesse est une compétition qui concerne les athlètes âgés entre 15 et 18 ans.

Arabie saoudite

M'Bolhi titulaire avec Al-Ittifak

Le gardien international algérien, Rais M'Bolhi, a signé lundi soir sa première titularisation sous les couleurs de sa nouvelle formation d'Al-Ittifak, lors du match nul en déplacement face à Al-Batin (1-1), dans le cadre de la 18^e journée du championnat saoudien de football. Al-Ittifak a ouvert le score à la 67^e minute de jeu grâce à Abdelrahman Alobud avant que les locaux ne remettent les pendules à l'heure à la 90^e minute par l'entremise du Brésilien Jorge Santos Silva. A l'issue de ce résul-

tat, Al-Ittifak reste scotché à la 12^e place au classement avec 16 points, synonyme de play-off de relégation. M'Bolhi (31 ans) s'est engagé cet hiver avec la formation saoudienne pour un contrat de six mois, en plus d'une saison supplémentaire en option, en provenance du Stade Rennais (France) avec lequel il n'a joué un seul match en dix mois. Plusieurs joueurs algériens évoluent dans le championnat d'Arabie saoudite, à l'image de Nacreddine Khoualed et Mohamed Boulouidit lesquels

avaient signé à Ohod au mercato d'hiver, club dirigé par l'Algérien Nabil Neghiz, alors que le dernier venu est le milieu offensif Brahim Chenihi, signataire d'un contrat jusqu'en juin 2019 avec Al-Fateh. M'Bolhi (55 sélections) n'avait pas été sélectionné par le sélectionneur des Verts Rabah Madjer pour les deux derniers matchs de l'Algérie contre respectivement le Nigeria (1-1 puis 3-0 sur tapis vert) en clôture des qualifications du mondial 2018 et en amical contre la Centrafrique (3-0).

MC Alger

Les Mouloudéens préparent le Chabab

■ Le Mouloudia d'Alger prépare très sérieusement son important match face au CR Belouizdad pour le compte des huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie de football qui se dérouleront le week-end prochain.

Par Mahfoud M.

Sortant d'un nul justement face à ce même adversaire lors de la dernière journée du championnat, le Doyen veut cette fois-ci l'emporter pour arracher le billet qualificatif pour les quarts. Le driver des Rouge et Vert, le Français Bernard Casoni, se montre très confiant pour cette empoignade mais demande quand même à ses joueurs de se donner à fond pour aller le plus loin possible dans cette épreuve populaire. Il tente de préparer ses poulains psychologiquement pour réussir cette sortie en leur prodiguant des conseils précieux, leur demandant surtout de garder leur concentration et leur sang-froid tout au long de cette empoignade. «J'ai ma propre idée sur la manière d'aborder ce match», dira le coach mouloudéen qui pense que ses joueurs sont prêts pour relever le défi lors de ce match qui reste très important surtout aux yeux des fans qui aiment beaucoup cette compé-



Les Mouloudéens pour arracher la qualification

tion qu'ils affectionnent plus que le championnat. Par ailleurs, il pense qu'il faudrait bien aborder ce match en tenant compte du fait que le Chabab désire aussi se qualifier et aller loin dans cette compétition, surtout qu'il avait déjà remporté ce trophée la saison dernière. Les Vert et Rouge seront, en tout cas, soutenus par

un public des grands jours lors de ce match qui s'annonce d'un point de vue logique, équilibré. A noter que les billets de ce derby seront vendus ce matin dans les guichets du stade olympique, ce qui permettra aux fans des deux équipes de se rendre en masse au stade.

M. M.

Ligue de football professionnel (LFP)

L'AGO en mars prochain

L'assemblée générale ordinaire (AGO) de la Ligue de football professionnel (LFP) se tiendra durant «la première quinzaine du mois de mars prochain», a appris l'APS lundi, auprès du président du directoire chargé de gérer les affaires courantes de la LFP Ammar Bahloul. «L'AGO se déroulera lors de la première quinzaine de mars, au cours de laquelle il sera question de l'installation de la commission de candidatures et celle de recours. L'assemblée électorale doit se dérouler dans un délai d'un mois après l'AGO soit au mois d'avril. Nous sommes dans les temps», a affirmé Ammar Bahloul, également membre du Bureau fédéral de la Fédération algérienne (FAF). L'instance fédérale a

annoncé le dimanche 21 janvier sa décision de retirer la délégation de gestion des championnats professionnels au conseil d'administration de la LFP «avec effet immédiat», conformément à l'article 20 de la convention qui lie la FAF et la LFP depuis juillet 2011. La décision a été prise à l'unanimité par le Bureau Fédéral de la FAF, réuni en session ordinaire à Sétif sous la présidence de Kheireddine Zetchi. Un directoire avait été installé le lundi 22 janvier par le président de la FAF. Il est composé d'Amar Bahloul et Larbi

Oumamar, membres du Bureau fédéral, et Ali Malek président de la Ligue nationale du football amateur (LNFA). «Notre mission va prendre fin à l'issue de l'AG électorale, au cours de laquelle nous serons présents en tant qu'observateurs pour veiller au respect stricte des règlements en vigueur», a-t-il ajouté. Elu en juillet 2011 à la tête de la LFP, Mahfoud Kerbadj quitte ainsi l'instance dirigeante de la compétition professionnelle alors que son mandat court encore jusqu'en 2019.

USM El Harrach

Zemiti n'est pas encore désigné

L'entraîneur Farid Zemiti a confirmé avoir été contacté par l'USM El-Harrach (Ligue 1 Mobilis de football) pour remplacer le Tunisien Hamadi Edou, limogé par la direction du club algérois, mais rien n'est encore finalisé. «Effectivement, j'ai reçu un contact de l'USMH par le biais du président du directoire Mohamed Laib, mais ce dernier était occupé par une réunion du Conseil d'administration et nous n'avons pas approfondi les discussions. En principe, tout sera mis au clair d'ici cet après-midi», a affirmé Zemiti. Hamadi Edou a été démis de ses fonctions dimanche, au lendemain de la défaite concédée à domicile face

à l'Olympique Médéa (2-3) dans le cadre de la 18^e journée du championnat, un revers qui fait scotcher le club à la 15^e et avant dernière place au classement (16 points), synonyme de relégation. «Je suis prêt à relever le défi avec l'USMH dans le cas où les négociations aboutissent. Je suis conscient de la difficulté de la mission mais ça fait partie des risques de ce métier», a ajouté Zemiti. Hamadi Edou, ancien entraîneur du CS Sfaxien (Tunisie), est devenu le troisième entraîneur à «sauter» au terme de la 18^e journée de Ligue 1 après Omar Belatoui (DRB Tadjenanet) et Fouad Bouali (JS Saoura).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

LA QUESTION DU JOUR

L'Union africaine n'attend rien de bon des élections en Libye

Par Mohamed Habili

Si l'Union africaine, depuis Addis-Abeba, met en garde les factions libyennes contre les dangers de l'empressement qui est le leur à aller à des élections, c'est évidemment parce qu'elle ne croit pas que leurs perdants en accepteraient les résultats. Un tel scénario, s'il devait advenir, se traduirait en effet par une aggravation de la crise en lieu et place de son dépassement, ce que souhaite tout le monde. La situation libyenne présente deux aspects contradictoires. D'une part, et c'est le bon côté, les deux camps principaux, celui de Tripoli et son vis-à-vis, celui de Tobrouk, ne sont pas, pour le moment du moins, en guerre l'un contre l'autre. Chacun d'eux domine provisoirement dans une partie du pays, en attendant qu'une solution politique émerge qui mette fin à la division politique et territoriale en vigueur depuis maintenant plusieurs années. Logiquement, ce refus de recourir aux armes pour rendre son unité au pays est déjà en lui-même un accord politique, qui ne demande qu'à être formalisé et adopté. En règle générale, on commence d'abord par se faire la guerre, et c'est seulement dans un deuxième temps que des négociations sous l'égide de la communauté internationale se nouent, qui réussissent ou qui échouent, qui aboutissent rapidement ou qui s'éternissent. Ce n'est pas ce que l'on voit en Libye, où la division, bien réelle pourtant, n'a toujours pas provoqué de guerre entre les camps en présence. Les seuls affrontements qui ont eu lieu jusque-là ne se sont pas produits entre les deux entités dominantes l'une à l'est et l'autre à l'ouest du pays, mais entre chacune d'elles et les groupes terroristes existant dans leur territoire respectif. Mais d'autre part, cette entente mutuelle d'exclure le recours à la force, bien loin de déboucher sur une solution politique, ou même de lui préparer le terrain, a pour

résultat de les faire camper plus solidement encore sur leurs positions. Passe encore si l'ONU n'a pas encore eu la possibilité de faire se rapprocher ces positions. Or non seulement elle a dépensé des trésors de patience en ce sens, mais elle a réussi à élaborer un accord, qu'elle a ensuite fait adopter dans les formes par tout ce qui a voix au chapitre dans la crise libyenne. Le fait même qu'un accord ait pu voir le jour, qu'il ait même connu un début d'application, mais sans que la transition dont il spécifie les étapes n'ait commencé, met plus nettement encore en relief ce qu'il y a de particulier dans cette crise. Les parties libyennes n'ont pas plus tôt signé l'accord de Sekhrit qu'elles se sont mises à agir comme s'il n'existait pas, ou qu'il se fût révélé à l'expérience inapplicable. Les efforts entrepris ensuite par Ghassan Salamé, l'actuel émissaire onusien, le troisième du nom, pour l'amener sur les points de friction, n'ont pas eu l'effet recherché, bien qu'il ait semblé un moment qu'un accord ait été trouvé là aussi. Au bout du compte, les deux principaux camps en présence ont écarté toutes les étapes intermédiaires spécifiées dans cet accord pour ne retenir que la dernière : l'organisation des élections devant les départager. Un peu comme s'ils considéraient que le fait de ne pas recourir aux armes pour régler leurs différends les exonérerait du reste. Il ne manque à cet accord par défaut que l'engagement formel de ces parties prenantes, en clair les gouvernements de Tripoli et de Tobrouk, d'accepter les résultats de ces élections quels qu'ils soient. L'inquiétude de l'Union africaine tient justement à ce qu'il n'existe pas de garantie quant au respect de cet engagement, pour autant qu'il soit pris. L'expérience des dernières élections à se tenir en Libye n'est évidemment pas pour la rassurer, puisqu'elles ont mené à la division territoriale actuelle.

M. H.

Accidents de la circulation

43 morts et 1 142 blessés en une semaine

QUARANTE-TROIS personnes ont trouvé la mort et 1 142 autres ont été blessées dans 1 010 accidents de la circulation survenus durant la période du 21 au 27 janvier 2018 à travers le territoire national, selon un bilan rendu public, hier, par les services de la Protection civile. Le bilan le plus tragique a été enregistré au niveau de la wilaya de Saïda où 17 personnes sont décédées et 29 autres ont été blessées dans 8 accidents de la route, précise la même source. Les unités de la Protection civile ont enregistré, durant la même période, 4 670 interventions dans le cadre d'opérations d'assistance aux personnes en danger et opérations diverses.

G. H.

Ingvar Kamprad, le fondateur d'Ikea, est mort



Djalou@hotmail.com

Tigzirt (Tizi Ouzou)/Suite au décès d'un habitant pour «négligences»

Des habitants marchent pour exiger une meilleure qualité de soins

■ Des habitants de la commune d'Iflissen (42 km au nord de Tizi Ouzou) ont marché, hier, dans la ville de Tigzirt pour dénoncer les mauvaises conditions dans lesquelles ils sont soignés dans les structures de santé implantées dans leur région, à commencer par l'hôpital du chef-lieu de la daïra de Tigzirt.

Par Hamid M.

Les manifestants ont pris le départ depuis l'arrêt des fourgons assurant les navettes vers leurs communes depuis Tigzirt avant de se diriger vers le siège de la daïra en empruntant la principale artère. A l'entame de la marche silencieuse, les manifestants ont brandi aux côtés des banderoles des portraits de l'un de leur

concitoyen décédé suite à des négligences dictées par le manque de moyens pour sa prise en charge médicale. Il s'agit de Yazid Iferki, décédé le 5 décembre 2017 «suite à des négligences de l'EPH de Tigzirt», selon le communiqué de la coordination des comités de villages d'Iflissen. Les manifestants veulent à travers leur action dénoncer le dysfonctionnement admi-

nistratif, médical et paramédical des EPSP et de l'EPH de Tigzirt et exiger que ces structures sanitaires soient équipées en matériels et appareillages (radiologie, scanner, ambulances), l'affectation d'un personnel spécialisé et qualifié ainsi que la révision de la carte sanitaire de proximité de la région de Tigzirt.

H. M.

Ligue de football professionnel

Said Allik «intéressé» par la présidence de la LFP

Le président du club sportif amateur de l'USM Alger, Said Allik, s'est dit «intéressé» par le poste de président de la Ligue de football professionnel (LFP), en remplacement de Mahfoud Kerbadj, dont la délégation de gestion des championnats a été retirée par la Fédération algérienne (FAF). «Je suis intéressé par ce poste, mais cela doit se faire selon des mécanismes précis. Je suis président du CSA de l'USMA, et mon club doit me mandater pour présenter ma candidature», a affirmé à l'APS Said Allik. L'instance fédérale a annoncé le 21 janvier dernier sa décision de retirer la délégation de gestion des championnats professionnels au conseil d'administration de la LFP «avec effet immédiat», conformément à l'article 20 de la convention qui lie la FAF et la LFP depuis juillet 2011. Un directeur avait été installé le lundi 22 janvier par le président de la FAF. Il est composé d'Amar Bahloul et Larbi Oumamar, membres du Bureau fédéral, et Ali Malek président de la Ligue nationale du football amateur (LNFA). L'assemblée générale ordinaire (AGO) de la LFP se tiendra durant la premiè-

re quinzaine du mois de mars prochain et sera suivie un mois plus tard par l'assemblée électorale. «Je me suis déjà intéressé au poste de président de la FAF (lors des élections de mars 2017, ndr), mais l'USMA a préféré présenter un autre candidat. J'ai quand même une certaine réputation à défendre, et je ne veux pas paraître en tant qu'un demandeur d'emploi», a ajouté Allik, qui avait également présidé l'USMA pendant plusieurs années avant de céder le pouvoir à Ali Haddad en 2010. Appelé à commenter les derniers événements survenus au niveau de la scène footballistique nationale, Allik a estimé que la dernière décision de la

FAF «n'aurait jamais lieu d'être en cette période de la saison». «Ce n'est guère le moment de retirer la délégation de gestion des compétitions de la LFP, le football national n'a pas besoin d'être secouru de la sorte alors qu'il traverse déjà une période difficile. L'idéal était de procéder à des changements juste après le départ de l'ancien président de la FAF (Mohamed Raouraoua, en mars 2017, ndr) ou bien attendre la fin de la saison en cours», a-t-il souligné. Elu en juillet 2011 à la tête de la LFP, Mahfoud Kerbadj a quitté l'instance chargée de la gestion de la compétition professionnelle alors que son mandat courait encore jusqu'en 2019.

M L

Parmi les huit abattus à Khenchela

Identification du septième terroriste

LE SEPTIÈME terroriste, parmi les huit abattus vendredi dernier à Khenchela par un détachement de l'Armée nationale populaire, a été identifié, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'opération de qualité qui s'est soldée par l'élimination de huit terroristes, le 26 janvier 2018 à Khenchela, il a été procédé à l'identification du septième criminel. Il s'agit, en l'occurrence, du dénommé S. Mustapha qui avait rallié les groupes terroristes en 2015», précise la même source. Dans le même contexte, un détachement de l'Armée nationale populaire «a découvert et détruit, à Ain Defla, quinze bombes de confection artisanale».

K. L.